

Déclaration liminaire : CSA FS exceptionnelle du 15 octobre 2025



La formation spécialisée est réunie ce jour afin d'analyser et tenter de remédier à la hausse inquiétante des dépôts pour agressions ou violence émanant du premier degré. La situation n'est pas nouvelle mais elle s'intensifie. Nous parlons de professeurs, d'AESH qui souffrent dans leur travail car ils subissent des violences ou agressions inacceptables et qui font la démarche de l'indiquer dans le RSST, ces alertes doivent recevoir une réponse et un soutien rapide de la hiérarchie. Ce qui se voit moins dans les dépôts et à quoi nous devons être attentifs, ce sont les autres élèves de la classe qui subissent ces situations de crise, qui sont parfois mis en danger, voire qui ont peur de se faire agresser. On note que ce sont des enfants de plus en plus jeunes qui « explosent » les classes. L'évolution de la société est bien sûr à prendre en compte : éducation soi-disant « bienveillante » qui prive parfois les enfants d'un cadre sécurisant, remise en question des règles de l'école par certaines familles et il y a également chez les tout-petits de réels troubles du développement, voire des troubles psychiatriques non encore diagnostiqués.

Si la santé des élèves nous préoccupe car c'est un véritable enjeu de société qui devrait faire l'objet de mesures de santé publique fortes, nos marges de manœuvres dans l'éducation sont restreintes et les moyens dérisoires. Il est aujourd'hui largement documenté par les médecins et pédiatres qu'un usage inapproprié ou excessif des écrans chez les tout-petits peut avoir des effets négatifs sur leur santé physique (troubles de la vue, manque de sommeil), sur leur santé mentale (risque de dépendance, mal-être) mais aussi des effets négatifs sur la qualité des relations à l'autre, sur la concentration, sur la construction du langage.

Le Ministère de l'Education nationale propose d'ailleurs un flyer : « Bien grandir avec les écrans » à destination des familles et des établissements scolaires, dans lequel on voit clairement les recommandations pour chaque âge (de 0 à 18 ans) ainsi que l'utilisation des outils numériques dans le cadre scolaire. Par contre, comme habituellement, aucune remise en question par rapport aux pratiques actuelles n'est proposée par ailleurs, à chaque équipe pédagogique d'en tirer, ou pas, les conclusions. D'ailleurs, ce flyer est passé complètement inaperçu dans la profession. Prenons un exemple : la préconisation ministérielle pour les enfants avant 3 ans, c'est une proscription des écrans ; entre 3 et 6 ans, l'usage est déconseillé et

exceptionnel : d'où cette question : est-ce que les Tableaux Blancs interactifs et les tablettes vont être retirés des classes maternelles ? Personne n'en parle, on peut même entendre des IEN dire que ça peut être quand même pédagogiquement intéressant, surtout que les écoles ont dû batailler avec les mairies pendant des années pour les avoir.

Alors quand les élues de la CFDT Education lisent les dépôts quotidiens décrivant des comportements de jeunes enfants avec des troubles similaires, des descriptions de situations qui font parfois froid dans le dos, on se dit qu'une consigne à donner pourrait être de supprimer les tableaux interactifs et autres tablettes, qui sont parfois utilisés quotidiennement et parfois mis de côté car selon les dires d'une collègue « je ne l'allume plus devant les élèves, ça les rend fous ! ». A noter au passage que la Suède, toujours avant-garde en ce qui concerne l'innovation pédagogique, a fait le choix de supprimer tous les écrans de ses écoles et de redonner livres, cahiers et ardoises à ses écoliers. Allons-nous attendre 10 ans pour tirer les conclusions qui s'imposent ?

Cette proposition pourra paraître simpliste mais elle a le mérite de pouvoir se faire « à moyens constants » donc gratuitement, charge aux enseignants de réinventer de nouvelles pratiques pédagogiques, notamment pour celles et ceux qui utilisent quotidiennement ces outils aujourd'hui déconseillés aux enfants. Mais pour la CFDT Education, cela ne jouerait que sur une partie infime d'un problème de société plus large. Il est urgent de mettre les moyens sur la jeunesse : en mettant des moyens humains conséquents aux écoles et établissements, mais aussi : en agissant sur la santé mentale des enfants avec des CMP, des psychologues et professionnels de santé en nombre suffisant et accessibles ; en redonnant des moyens à la psychiatrie, notamment pour les enfants ; en accompagnant les jeunes parents... Encore une fois, l'école ne peut tout résoudre mais c'est elle qui est en première ligne.